



Chambéry, le 21/03/2019

Madame, Monsieur,

Depuis de nombreuses années la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) paye un lourd tribut en matière de suppressions d'emplois et de fermetures de sites. En effet, lors des dix dernières années, 150 emplois ont été supprimés en Savoie réduisant l'effectif actuel à 785 agents. Concernant les implantations géographiques, quatre trésoreries ont fermé ces dernières années : Albens, Chamoux-sur-Gelon, Grésy-sur-Isère et Saint-Pierre d'Albigny. Nous subissons chaque année de nouvelles suppressions d'emplois et des restructurations de services qui ne font que préparer à de nouvelles fermetures, avec pour conséquence une baisse constante du service rendu aux citoyens. Les organisations syndicales signataires du présent courrier se sont toujours opposées par leurs votes et leurs actions à ce démantèlement de notre administration.

Cependant, ce que notre administration a subi en 10 ans n'est rien comparé au projet confidentiel « bâtir un nouveau réseau » présenté à Bercy le 10 décembre 2018 par la Direction générale des finances publiques à l'ensemble des directeurs départementaux des Finances Publiques (voir copie du document en pièces jointes).

En pleine période de grand débat national qui porte notamment sur la fiscalité et la place des services publics dans les territoires, chaque Directeur départemental prépare une nouvelle cartographie des implantations départementales (trésoreries, services des impôts des particuliers, services des impôts des entreprises, etc.). Et ce dans le plus grand secret, excepté avec le préfet avec lequel il travaille étroitement. Là encore, des projets de disparition de nombreux services vont s'imposer à vous sans que vous ayez votre mot à dire, ou alors à la marge une fois les fermetures entérinées par Bercy. Les directeurs départementaux devaient rendre initialement leur projet concernant leur département au plus tard le 15 février. Cette date a été repoussée pour cause de « Grand débat ».

En ce qui concerne le département de la Savoie, les agents des Finances publiques sont particulièrement inquiets quant à l'avenir de leurs services. Le 14 mars 2019, jour de grève des agents de la DGFIP (48,08 % de grévistes en Savoie), 120 agents se sont rassemblés devant la Direction Départementale des Finances Publiques à Chambéry pour interpellier le directeur quant à ses projets de restructurations. Le directeur est descendu s'exprimer devant les agents et répondre à leurs questions. Il a affirmé qu'il n'avait toujours pas finalisé son projet, qu'il ne le ferait pas remonter à la Direction générale avant la fin du mois de mars, et qu'il ne dévoilerait pas son projet sans avoir l'aval du ministre. Malgré ces éléments de langage, le Directeur nous a délivré des informations qui confirment les craintes des agents puisque ses réflexions concernant le département de la Savoie sont les suivantes :

- Fermeture de toutes les trésoreries qui seront regroupées dans **4 à 6 « centres de gestion »** ;
- Permanences temporaires, fixes ou mobiles dans les territoires (Maisons de services au public ou MSAP, Fiscobus) ;
- **2 services des impôts des entreprises (qui pourraient être Chambéry et Moutiers) au lieu de 5 actuellement** ;
- **2 à 3 services des impôts des particuliers (Chambéry et Albertville, voire Saint-Jean-de-Maurienne) au lieu de 5 actuellement** ;
- Regroupement des services du contrôle fiscal ;
- Regroupement des missions foncières avec la création d'un **Centre départemental des impôts fonciers** et d'un **Pôle d'évaluation des locaux professionnels**.

Ces restructurations s'accompagneront d'une nouvelle purge en matière d'effectifs. Les suppressions d'emplois des trois prochaines années devraient doubler en rythme annuel par rapport à celles subies ces dix dernières années. Soit près d'une centaine d'emplois supprimés en Savoie sur la période 2020-2022.

La note de la Direction générale du 10/12/2018 prévoyait une « phase de concertation » avec les élus à compter de la mi-mars, avec pour objectif de « susciter de la part des élus des propositions d'accompagnement. Des projets alternatifs seraient opportuns » dit la note de Bercy.

La suite nous la connaissons déjà. Concrètement des Maisons de Services Au Public (MSAP) vous seront proposées ainsi que des Fiscobus pour remplacer les services qui fermeront. Vous savez certainement qu'actuellement, dans ces MSAP, les conventions prévoient d'avoir une personne (agent de Mairie ou contractuel) qui aide l'utilisateur à entrer dans nos applications et à faire ses démarches en ligne. En aucun cas il ne s'agit d'un agent formé pour vous renseigner sur un problème de fiscalité ou de paiement. Même dans le cas où un agent des Finances Publiques serait affecté dans une MSAP, il ne serait pas habilité à répondre à vos administrés sur l'ensemble de nos missions actuelles.

Ce projet de Bercy pose un problème démocratique dans la mesure où les échelons intermédiaires, vous en tant qu'élus locaux, nous en tant qu'élus des agents de notre administration, sommes complètement ignorés.

Nous invitons donc tous les élus du département soucieux de conserver leurs services publics à interpeller le Préfet et le Directeur Départemental des Finances Publiques (ddfip73@dgfip.finances.gouv.fr)*, afin de peser pour la défense des implantations de nos services et refuser d'être une nouvelle fois mis devant le fait accompli. Nous vous rappelons que c'est grâce à votre intervention que le ministre a décidé d'abandonner la fermeture de quatre trésoreries en 2019 sur les cinq annoncées.

Comptant sur votre attachement à l'égalité entre les territoires et au maintien des services publics sur notre département, nous vous adressons nos remerciements pour votre soutien et vos indispensables interventions auprès de notre directeur.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Thierry SCHUTTERS
Solidaires

Muriel ORENES
CGT

Gilles FALCOZ
FO

Frédérique BOCQUET
CFTC

Contact par mail :
solidairesfinancespubliques.ddfip73@dgfip.finances.gouv.fr
cgt.ddfip73@dgfip.finances.gouv.fr
fo.ddfip73@dgfip.finances.gouv.fr
cftc.ddfip73@dgfip.finances.gouv.fr

* Pensez à nous mettre en copie s'il vous plaît